

RÉNOVATION

Les militants ont dit





dis, c'est quoi
un monde **SANS** misère?

17 OCTOBRE : JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE



WWW.17OCT.ORG



agenda du parti

TOUR DE FRANCE DU PROJET

Jeudi 9 octobre à Cachan (Val-de-Marne)

Mercredi 21 octobre à Grenoble (Isère)

Jeudi 5 novembre à Tourcoing (Nord)

Mercredi 18 novembre à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

Mercredi 25 novembre à La Seyne-sur-Mer (Var)

Mercredi 2 décembre à Rennes (Ille-et-Vilaine)

Samedi 17 octobre Fête de la rose départementale des Landes à Morcenx à partir de 10h.



Pour en savoir plus : www.collectifdroitsdesfemmes.org



LA VILLE DE SOTTEVILLE-LES-ROUEN

(30 000 HBS – 650 AGENTS) RECRUTE

Un chargé de communication (h/f)

Cadre d'emploi des attachés ou rédacteurs - Recrutement par voie statutaire ou contractuelle

■ **Au sein d'une équipe de 7 personnes, sous l'autorité hiérarchique de la Directrice générale adjointe des services, en lien étroit avec le cabinet du Député-maire, vous aurez pour missions :**

- Mise en œuvre de plans de communication stratégiques et opérationnels : événementiel, communication de proximité...
- Rédaction du journal interne et externe • Rédaction de supports de communication et suivi de leur fabrication guides, affiches, tracts...
- Mise à jour du site internet • Relations avec la presse • Encadrement intermédiaire des agents du service

■ **Profil :** • Formation supérieure en communication et/ou expérience dans un service communication d'une collectivité territoriale exigée • Connaissances informatiques (X Press) et de la chaîne graphique • Connaissances de l'environnement politique, administratif et institutionnel • Esprit créatif, sens de l'organisation, rigueur • Disponibilité Permis B

Dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V. détaillé) à adresser à :

Monsieur le Député-Maire, Pierre BOURGUIGNON B.P. 19 – Hôtel de ville - 76301 SOTTEVILLE-LES-ROUEN Cedex

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Stéphanie Platat (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78-57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

Merci !



Martine Aubry

Première
secrétaire du Parti
socialiste

■ sommaire

Consultation militante

Vent nouveau sur le Parti p.6 à 11

Actualités France

Crise du lait: producteurs en colère p.12 à 13

International

L'alerte allemande p.15

Tour de France du projet

Étape à Auch p.16 à 17

Rentrée parlementaire

Des députés au combat p.18 à 21

Régionales

Focus sur l'Auvergne et l'Aquitaine p.22 à 29

Histoire

Les engagements de Jean Jaurès p.32

Merci aux 92 000 militants qui ont décidé de participer à la consultation sur la rénovation de notre Parti. Plus de 90 000 participants font de cette consultation la plus grande mobilisation militante (en dehors de nos Congrès bien sûr), derrière le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, de l'histoire de notre Parti.

Votre participation est déjà une première victoire. C'était la condition pour que la feuille de route que vous venez de tracer s'impose à tous. Désormais, les primaires, le non-cumul des mandats, l'ouverture de notre Parti, tout cela va devenir réalité. Bien sûr, vous serez de nouveau consultés sur leurs mises en œuvre concrète dans le cadre de la convention de rénovation en juin 2010 mais d'ores et déjà les bouleversements que nous avons décidés pour nous-mêmes s'imposent à toute la vie politique française.

Avant même de l'avoir adoptée, elle influence nos adversaires. Comme vous avez pu le voir plusieurs ministres ont dû renoncer à être candidats aux régionales de peur qu'on leur applique le non-cumul des mandats.

Oui, avec cette rénovation, nous sommes fidèles à notre mission d'avant-garde démocratique, pour mettre en place « la démocratie jusqu'au bout » comme le demandait Jaurès.

Notre Parti vient de réussir l'acte 1 de la rénovation, et avant de remettre le tissu sur le métier en juin prochain nous pouvons dès maintenant porter toute notre énergie vers les régionales de l'année prochaine. Gageons, j'en suis sûre, que cet épisode nous sera aussi utile dans la campagne qui s'annonce. Avoir un Parti en mouvement, c'est à mes yeux la meilleure garantie d'être attractif en mars prochain. Adossé à nos bilans régionaux et à des projets porteurs d'avenir, nous nous engageons dans cette bataille plus forts.

Le chiffre

90

90% des 2 123 millions de personnes qui ont participé à la votation citoyenne sur l'avenir de La Poste se sont prononcés contre sa privatisation. Organisée entre le 28 septembre et le 3 octobre, dans 10 000 points de vote sur le territoire, cette consultation électorale est un succès pour la gauche et un désaveu pour la droite. Le PS réclame l'organisation d'un vrai référendum sur l'avenir de La Poste.

Justice

Sarkozy s'agite encore sur la récidive

Le chef de l'État veut encore réformer le droit pénal en matière de récidive, après le meurtre d'une joggeuse par un homme condamné en 2002 à onze ans de prison et remis en liberté conditionnelle en 2007. « En sept ans, il a fait voter 14 lois et 115 modifications du Code pénal. Depuis son accession à la présidence, deux lois ont déjà été votées pour lutter contre la récidive. Dans le même temps, les violences physiques non-crapuleuses ont augmenté de 48%. Tout cela démontre l'inefficacité et l'échec d'une politique qui privilégie l'agitation sur l'action, l'affichage sur les résultats », rappelle le PS.

Santé

Les accidentés du travail paieront !

Les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux salariés victimes d'accidents du travail seront soumises à l'impôt à partir de 2010. Une mesure équitable selon le gouvernement, « alors

qu'il a largement réduit la fiscalité sur les hauts revenus, notamment avec le bouclier fiscal et la quasi-suppression des droits de succession, et qu'il ponctionne déjà les autres via la hausse du forfait hospitalier et les franchises médicales. La mesure devrait rapporter 150 millions d'euros, soit bien moins que ce que coûtent tous ces allègements fiscaux », s'insurge le PS, dont les députés ont lancé une pétition en ligne : <http://stoptaxeaccidentsdutravail.net>.



Jeunesse

Un plan. Quel plan ?

Les jeunes Français, premières victimes de la crise, n'ont pas sauté de joie après l'annonce du plan gouvernemental les concernant. Aucune mesure ne permet de leur assurer un emploi, quand les socialistes, eux, avaient mis en œuvre il y a dix ans le dispositif des

emplois-jeunes. « La décision de Nicolas Sarkozy d'étendre le « RSA chapeau » (complément de revenu) aux jeunes ayant travaillé deux ans à temps plein au cours des trois dernières années est marginale ou inadaptée, regrettent les socialistes. Marginale puisque très peu de jeunes seront concernés; inadaptée dès lors que les jeunes ayant travaillé deux ans devraient dans tous les cas avoir droit aux indemnités chômage ».



Éducation

Non au financement de l'école privée

Le Parti socialiste proteste contre l'adoption lundi 28 septembre de la proposition de loi dite « loi Carle » tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat, lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence. Pour les familles, cela s'apparente à un chèque éducation privée qui remet gravement en cause le principe de l'école publique.

Page réalisée par F.C.



L'image de la semaine

Enfant, pas coupable !

La politique d'immigration initiée par Nicolas Sarkozy a créé un climat d'angoisse pour les enfants dont les parents sont en situation irrégulière. Retirés de leurs écoles, postés en centre de rétention, ils sont considérés par le pouvoir comme des coupables. Une honte dénoncée par Réseau Éducation sans frontières (RESF) qui a lancé fin septembre un appel « droits de l'enfant », et fixé un rendez-vous chaque dimanche de 16h à 17h sur le parvis de Notre-Dame de Paris. Le PS, signataire de l'appel, encourage la population à s'y rendre pour défendre l'intérêt supérieur de l'enfant et la nécessité de maintenir l'unité familiale. Et ce jusqu'au 20 novembre, date anniversaire de la Convention des droits de l'enfant.

Un nouveau parti socialiste va naître

L'élan de la Rochelle se poursuit donc. Avec plus de 92 000 votants, soit une participation de l'ordre de 46%, la consultation du 1^{er} octobre n'a donc pas été boudée. Bien au contraire. Et les militants n'ont pas non plus boudé l'effort de rénovation qu'entreprend le Parti en se déclarant en faveur de primaires ouvertes à 69%. Encore plus culottés, 71% des votants ont accepté le principe de non-cumul des mandats. Les changements déclenchés par la direction du Parti sont une révolution, le vote des militants permet aujourd'hui de la mettre en marche. Place à la pratique.

Les sceptiques étaient légion à la veille de ce 1^{er} octobre : faiblesse de la participation, doute sur le non-cumul des mandats et rejet des primaires devaient se conjuguer pour révéler un divorce majeur entre la base et la direction du parti. La procédure était, il est vrai, passablement inédite. En 1995, le Premier secrétaire d'alors Lionel Jospin l'avait pratiquée en lançant un référendum

avec 18 questions auxquelles avaient répondu 68 350 adhérents. Cette fois-ci, ils ont été près de 92 000 (soit 46% des inscrits et une des plus fortes participations en dehors des congrès) à répondre à 12 questions. Si leur nombre a pu en dérouter quelques-uns, c'était le prix pour que fonctionne cet instrument de démocratie semi-directe que tout oppose au plébiscite tant chéri par la droite : il a permis l'ouverture d'un premier dialogue entre les militants et le parlement du parti, le Conseil national qui en avait pris l'initiative le 12 septembre. Le résultat est là : le Oui l'a emporté dans une fourchette allant de 61% à 87%. Autrement dit le mandat donné par les socialistes au Bureau national est parfaitement clair : il s'agit bien d'aller vers un nouvel Epinay que sera la Convention du mois de juin 2010. Alors naîtra un nouveau Parti socialiste renforcé de nouveaux militants qui vont le rejoindre d'ici là, encouragés par la dynamique de cette refondation. Ce parti va inventer un autre monde dans ses rapports avec l'opinion, le peuple, ses élus et les militants.



Arnaud Montebourg, président de la

Un parti populaire

C'est le chantier des primaires mais aussi de la diversité. Que 69% et 70% des votants se soient prononcés pour des primaires populaires, offertes à tous les citoyens et ouvertes à toutes les formations de gauche est un événement historique. Jamais en effet en France un parti n'avait décidé de faire ainsi confiance à l'opinion, en l'occurrence pour sceller la réunion d'une famille, celle de la gauche, profondément divisée. Déjà des personnalités comme Jean-Pierre Chevènement, Jean-Michel



commission de la rénovation

Baylet, Christine Taubira, Dominique Voynet, Daniel Cohn-Bendit se sont exprimées positivement sur cette innovation. D'ici un an, la question de savoir s'ils veulent tout faire pour battre Sarkozy en 2012 va se poser à tous les partis de gauche sans exception. Les primaires seront le moyen de cette bataille. Elles seront un nouveau droit donné aux citoyens, un moment de démocratisation de l'élection présidentielle en rupture avec le présidentielisme de la V^e République. Quand des millions d'électeurs auront participé au choix de leur candidat à « la mère des

batailles », le ou la présidente élu(e) ne pourra plus présider comme avant. Car ils auront, étape par étape, fécondé le projet du candidat à partir de la plateforme adoptée par les partis. Les primaires seront ainsi la première marche vers une 6^e République démocratique et sociale.

La bataille de la diversité devra être menée de concert. En effet si 72% des votants sont favorables à la parité homme-femme dans les candidatures pour les législatives de 2012, 61% seulement (c'est le pourcentage le plus faible de toutes les réponses) le sont pour que des mesures

volontaristes soient prises par le Parti pour qu'il présente des candidats issus des minorités visibles comme des couches populaires. Or, la République renaîtra quand des ouvriers, des employés, des jeunes et évidemment toutes les diversités la représenteront. Et les socialistes ont le devoir de promouvoir des porte-parole de ces catégories dominées de la société française. À voir le Parlement actuel, on en est loin. Il faudra donc bien programmer des candidatures différentes dans des circonscriptions gagnables. Cela ne signifie pas que des quotas soient établis mais que le Parti s'emploie à faire triompher concrètement la diversité, ce qui se prévoit et se prépare. C'est une condition pour retrouver la confiance des couches populaires.

Un parti du mandat unique

Même si leur rôle a beaucoup changé, les partis en général demeurent une condition de bonne marche du système parlementaire. Le Parti socialiste en particulier a, depuis ses origines,

Les résultats

1. Les primaires ouvertes

Question 1-1 :

Êtes-vous favorable à la désignation du candidat(e) des socialistes par des primaires ouvertes aux citoyens qui souhaitent le changement en 2012 et veulent participer à la victoire de la gauche ?

Oui : 69 %

Non : 25 %

Abs : 6 %

Question 1-2 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour organiser ensemble avec les formations de gauche qui le souhaitent de telles primaires dans le cadre d'un rassemblement politique et sur la base d'une plate-forme commune ?

Oui : 70 %

Non : 22 %

Abs : 8 %

2- Le non-cumul des mandats

Question 2-1 :

Êtes-vous favorable, comme étape vers le mandat parlementaire unique, à l'impossibilité de cumuler, sans attendre le vote d'une loi, dès les prochains renouvellements (cantonales 2011, Sénatoriales 2011, législatives 2012) un mandat de parlementaire avec une présidence d'exécutif local (Communes, Intercommunalité, CG, CR) ou la participation à un exécutif (Vice-Pdt, Maire adjoint) ?

Oui : 71 %

Non : 21 %

Abs : 8 %

Question 2-2 :

Êtes-vous favorable à limiter à trois les mandats successifs des présidents d'exécutifs locaux (Maires, Présidents de Conseil Général, de Conseil Régional, et d'Intercommunalité) ?

Oui : 75 %

Non : 19 %

Abs : 6 %

3- La parité, les diversités, les outremer et le renouvellement générationnel

Question 3-1 :

Êtes-vous favorable à l'instauration de la parité totale dans toutes les instances du Parti (locales et nationales) ?

Oui : 71 %

Non : 19 %

Abs : 10 %

Question 3-2 :

Êtes-vous favorable à l'instauration de la parité dans les candidatures pour les élections législatives de 2012 ?

Oui : 72 %

Non : 18 %

Abs : 10 %

Question 3-3 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour fixer, pour chaque élection, des objectifs de renouvellement contribuant à une meilleure représentation des diversités de la société française, et pour cela, en réservant si nécessaire, des circonscriptions électorales ?

Oui : 61 %

Non : 26 %

Abs : 13 %

4. Pour une démocratie interne aboutie**Question 4-1 :**

Donnez-vous mandat au Bureau National pour proposer dans la réforme de nos statuts des règles nouvelles permettant d'ouvrir largement notre parti aux hommes et aux femmes de gauche en réduisant les obstacles à leur adhésion (adhésion directe, adhésion à des sections thématiques, montant des cotisations, modalité d'accueil, adhésion sur Internet...) ?

Oui : 74 %

Non : 18 %

Abs : 8 %

Question 4-2 :

Donnez-vous mandat au Bureau National pour proposer dans la réforme de nos statuts, des règles de démocratie interne permettant d'améliorer l'efficacité de nos Congrès et de choisir nos dirigeants en cohérence avec nos orientations politiques ?

Oui : 78 %

Non : 13 %

Abs : 9 %

5. Pour des règles d'éthique**Question 5.1 :**

Êtes-vous favorable à la création dans notre parti d'une autorité indépendante et incontestée, chargée de faire respecter les règles d'éthique et de droit s'imposant à tous les adhérents du Parti socialiste, disposant des moyens de les faire respecter et tranchant en dernier ressort toute question en rapport avec la violation de nos règles communes ?

Oui : 81 %

Non : 10 %

Abs : 9 %

Question 5.2 :

Approuvez-vous la mise en œuvre dans les scrutins internes de notre parti, de nouveaux mécanismes, inspirés des règles et des moyens de la République, garantissant la sincérité et la fiabilité de nos votes ?

Oui : 87 %

Non : 5 %

Abs : 8 %

assuré l'efficacité de celui-ci. Mais la professionnalisation de la politique, phénomène universel, a atteint en France des sommets. Le cumul généralisé des mandats y bat des records et fait de notre pays un cas unique au monde : le législateur est aussi le chef d'une collectivité locale. La décentralisation, œuvre de la gauche, a élargi la confusion entre les responsabilités électives au point qu'aucune n'est assurée pleinement par son titulaire.

L'absentéisme parlementaire en est la figure trop connue comme la colonisation de mandats locaux pour des durées excessives. Les citoyens sont ainsi tenus à distance des pouvoirs qui les concernent directement. Les militants ont décidé de mettre fin à cet état de fait. C'est la première fois que la question leur était si franchement posée. Ils ont souhaité à 71% que le mandat parlementaire soit unique (interdisant la participation à l'exécutif d'une collectivité quelle que soit sa taille); et dans une proportion plus forte encore (75%) que l'exercice de ces derniers soit limité dans le temps (trois mandats successifs). Enfin ils font du PS



un parti exemplaire qui s'appliquera à lui-même ces mesures selon un calendrier précis à partir des cantonales de 2011. C'est là encore un choix historique susceptible d'ouvrir les charges politiques à un renouvellement permanent. Et c'est un choix populaire : les Français nous sauront gré de l'imposer parce qu'il portera un coup fatal aux pratiques clientélistes. La démocratie représentative dans son ensemble y gagnera une lisibilité plus grande grâce à la responsabilité spécifique qui s'attachera à l'exercice de ses différents mandats, locaux et nationaux.

Un parti démocratique

Non seulement la parité totale sera garantie dans

toutes les instances locales et nationales, mais les modes et formes d'adhésion seront facilités et adaptés aux conditions de la circulation moderne des personnes et des idées. Dès ce mois de décembre sera mis en place le réseau social « Coopool » qui permettra aux sympathisants de participer aux débats sur la rénovation. La définition des modalités des primaires va donner un nouveau rôle, essentiel, aux militants depuis la confection des listes d'électeurs à mobiliser jusqu'à la participation délibérative en faveur de leurs candidats préférés ; avec l'assurance d'une synthèse gagnante au final dont ils auront été les acteurs. Quant à la vie du Parti, la désignation des instances et des équipes de

direction sera harmonisée de telle sorte que les orientations politiques déterminées dans les congrès soient le socle du gouvernement majoritaire du Parti. 78% des militants attendent donc une modification des statuts permettant une désignation claire des dirigeants en fonction de l'expression des sensibilités. Cette simplification du choix sera un gain démocratique puisqu'elle permettra de surmonter la contradiction entre l'affirmation d'un nécessaire leadership et l'excessive fragmentation des opinions.

Enfin le désir de voir s'établir des règles d'éthique a battu tous les records puisque 80% des militants veulent la création d'une autorité indépendante capable de faire respecter les règles communes. Et 87% s'en réfèrent à celles de la République comme moyen d'assurer la sincérité des scrutins propres au parti. Par tous ces moyens, il en sera fini des pratiques que l'opinion ne supporte plus et qui sont d'un autre âge, celui du vieux parti.

Le neuf a donc trouvé ses fondations dans ce solide référendum. A la différence de celui de 1995, il ouvre le

débat et ne le clôt pas puisque nous avons neuf mois pour approfondir toutes les options ouvertes par ce questionnaire. D'ici la Convention de juin 2010, nous allons échanger, réfléchir, dialoguer pour que les délégués portent finalement ce qu'il y aura de mieux pour enrichir le matériau de la nouvelle maison.

Le neuf a donc trouvé ses fondations dans ce solide référendum

Car, si les idées ne manquent pas, elles ont inégalement mûri. Ainsi la commission de travail sur les primaires populaires a déjà travaillé à la satisfaction générale durant trois mois et plus de trente heures. Son rapport va loin dans les détails des scénarii ; c'est un guide précieux de cette procédure où tout est à inventer. C'est la même méthode qu'il faut employer pour la réforme des statuts. Une commission du Bureau national, sur le modèle de celle qui a préparé les questions du réfé-

rendum, s'y attellera. Des assemblées fédérales se tiendront pour aborder tous les sujets ouverts. Les sections s'en saisiront. Un vaste forum va ainsi transformer le Parti par-delà les clivages d'autrefois. Cet exercice grandeur nationale de démocratie politique sera à soi seul une leçon infligée à la droite, unie certes mais par les carcans bureaucratiques et bonapartistes administrés par son chef du moment. La votation contre la privatisation de la Poste de ce samedi révèle le désir populaire latent des Français de s'emparer de questions qui décident concrètement de leur avenir. Celles que nous avons posées ici en font partie. L'espoir est le talisman de cette marche vers le nouveau Parti socialiste qui naîtra l'année prochaine, au bon moment pour que celui-ci soit un atout maître pour gagner l'élection présidentielle de 2012. C'est le plus beau cadeau que nous puissions faire à la gauche et aux Français. Mettons-nous au travail sans plus tarder.

Arnaud Montebourg
secrétaire national
à la Rénovation

Une colère blanche

Prix en chute libre et production libéralisée, les producteurs de lait réclament plus de régulation sur leur marché.

Place de la République à Paris. Un homme sec, cheveux gris, distribue des tracts à la sortie du métro entre les habitués distributeurs de journaux gratuits. Lui aussi a des choses à offrir... 22 000 litres de lait. Au centre de la place, la Confédération paysanne a garé un camion citerne, « distribution gratuite de lait, apportez des bouteilles vides ! » C'est la ruée.

Les producteurs de lait ont eu une année difficile qui fait suite à une saison 2008 déjà pas évidente. Mais leur ras le bol a atteint son paroxysme cet été. En cause,

la baisse brutale des prix (de 30 à 40%) : les producteurs écoulent aujourd'hui leurs bidons à perte. « L'an dernier, les prix de vente avaient un peu augmenté, explique Josian Palach chargé de la filière lait à la Confédération paysanne, mais c'était un rattrapage sur les baisses subies depuis 2002. » En 2008, la production avait elle aussi augmenté, les Russes et les Chinois prenant soudainement goût au lait. Le prix des matières premières et notamment la nourriture pour le bétail ayant parallèlement flambé, les producteurs n'avaient toutefois pas de quoi être euphoriques. « À cause de la crise, les Russes ont freiné leur consommation, reprend le syndicaliste, et nous nous sommes retrouvés avec un excédent de production. »

« Je jette 800 litres de lait par jour »

Le relèvement des quotas laitiers européens n'a pas arrangé leurs affaires. « Les socialistes français avaient



Manifestation de producteurs de lait

été à l'origine de l'instauration de ces quotas en 1984, rappelle Germinal Peiro, secrétaire national à l'Agriculture, car nous nous sommes réalisés que nous n'arrivions pas à réguler la production et donc à assurer des prix sur la durée. » En 2008-2009, ces quotas ont été relevés de 1%, la commission européenne et Mariann Fischer Boel, commissaire à l'Agriculture, ayant scellé leur disparition en 2015. Cette dérégulation à petite dose a toutefois eu pour effet de plomber définitivement la filière. Manque de chance pour le secteur, la loi de modernisation économique votée en France, en août 2008, a mis fin aux négociations interprofessionnelles pour éviter les ententes illégales... Résultat, les industriels et les agriculteurs n'ont plus le





à Lyon

droit de négocier entre eux un prix du lait, les transformateurs décident seuls du prix de la marchandise. Aujourd'hui, le litre de lait est acheté au producteur 25 centimes d'euros, alors qu'en tenant compte des coûts de production, il revient à 35 centimes, « autrement dit, les producteurs perdent de l'argent chaque jour en ce moment », souligne Germinal Peiro.

D'où les grandes scènes d'épandage de lait sur fond de Mont Saint-Michel, de pâturages de Bretagne ou du Nord. « Je jette 800 litres de lait par jour », se lamente Yohann, producteur en Mayenne qui ne compte plus ses aller-retour en tracteur à Laval pour manifester. Le 11 septembre dernier, il a démarré une grève du lait comme beaucoup de ses col-

lègues français, allemands, belges ou néerlandais. Il a arrêté de livrer sa production aux laiteries et a participé aux grandes distributions gratuites et populaires. La grève a duré une quinzaine de jours, 500 millions de litres de lait ont été rendus à la terre en Europe. Le mouvement n'était pas soutenu par la FNSEA : « C'est une aberration que de jeter le fruit de son travail », avait ainsi estimé Jean-Michel Lemétayer, président du premier syndicat d'agriculteurs. Colère blanche des producteurs qui ont pourtant obtenu du gouvernement inflexible sur la libéralisation, qu'il desserre un peu les cordons de la bourse via les banques. 250 millions d'euros de prêts à 3% et à remboursement différé ont ainsi été débloqués et la possibilité de passer des accords avec les industriels sous le regard des pouvoirs publics a été décrétée.

Quotas

« Ce sont des solutions inopérantes, commente Germinal Peiro, les contrats pourraient à terme transformer les agriculteurs en sous-salariés de l'industrie laitière, ce qu'ils refusent, les prêts ne résolvent pas le problème du prix du lait, ils ne vont finalement qu'endetter davantage les exploitations. » Le secteur ne voit son salut que dans la

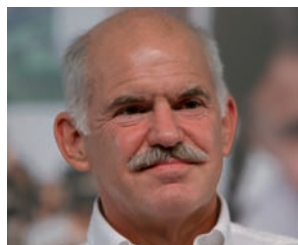
rétablissement des quotas et un encadrement de l'offre en fonction de la demande. « La problématique se situe au niveau de la production. Depuis la crise financière tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faut plus de régulation, on devrait tirer les mêmes conclusions pour le domaine agricole et réorienter cette politique ultra-libérale », développe Josian Palach. Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture, a finalement reconnu l'intérêt d'une régulation dans le secteur. « C'est reconnaître qu'il faut des quotas, c'est une question de sémantique s'amuse Josian Palach, nous ne sommes pas attachés au terme tant qu'on obtient un système plus encadré ! » Le 5 octobre se tenait une réunion informelle à Bruxelles pour statuer sur le sujet. « Si on n'obtient pas des résultats, le mouvement pourrait reprendre », prévenait Josian Palach. C'est également l'avis de Germinal Peiro : « La libéralisation du marché risquerait de concentrer la production dans un croissant nord qui va de la Bretagne à l'Europe du Nord et de faire disparaître près de la moitié des exploitations françaises, (87 000 actuellement). C'est une question d'aménagement du territoire. » Yohann, le producteur mayennais, a déjà pris quelques contacts dans le bâtiment. Une reconversion subie.

Stéphanie Platat

Grèce

Retour triomphant du Pasok

Élections législatives réussies, le 4 octobre, pour les socialistes grecs. Après cinq ans de règne conservateur, le Pasok l'emporte largement avec 44% des suffrages, contre 35% pour le Parti nouvelle démocratie. Le dirigeant socialiste Georges Papandréou a immédiatement mesuré l'ampleur du travail à fournir pour sortir le pays de la crise. En France, le Parti socialiste français voit dans cette victoire : « l'espoir d'une autre politique en Grèce, plus précautionneuse avec les fonds publics, plus équilibrée dans les prélèvements fiscaux, plus sociale envers les moins riches et plus efficace en matière d'éducation ».



Georges Papandréou

Portugal

Les socialistes l'emportent

Le 27 septembre, les élections législatives portugaises ont vu la victoire des socialistes menés par le Premier ministre José

Socrates. Mais en obtenant 36,5% des suffrages, la majorité absolue au Parlement échappe aux socialistes. Des négociations sont en cours avec le bloc de gauche et les communistes.



José Socrates

Tunisie

Trouble démocratie

La présidentielle et les législatives du 25 octobre prochain en Tunisie seront-elles encore une parodie de démocratie ? Les décisions du Conseil constitutionnel de rejeter les candidatures de personnalités de l'opposition le laissent croire. Le Parti socialiste français a notamment appris « avec consternation » la décision d'exclure de l'élection présidentielle Mustapha Benjaafar, personnalité tunisienne, fondateur d'un parti devenu membre de l'Internationale socialiste. « Cette mesure est contraire à toute aspiration à l'ouverture démocratique en Tunisie, et porteuse de risques à long terme pour le pays ».

Guinée

Dérive sanglante

C'était le 28 septembre dans un stade de Conakry : plus de 150 opposants tués et 1 200 blessés selon les organisations de défense des droits de l'Homme. Une réunion pacifique réprimée dans le sang, un événement minimisé par le chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis, qui a pris le pouvoir le 23 décembre 2008, après le décès de Lansana Conté. La communauté internationale envisageait d'envoyer une force d'interposition sur place, mais pour Moussa Dadis il n'en est pas question « Pourquoi une force d'interposition ? La situation ici est calme, la population vaque à ses affaires ».

Birmanie

Aung San Suu Kyi reste enfermée

Aung San Suu Kyi avait été condamnée en août à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence pour avoir brièvement hébergé un Américain, John Yetta. L'opposante, victorieuse des élections de 1990 mais qui n'a jamais exercé le pouvoir, vient de voir son appel rejeté par la junte birmane. Une nouvelle atteinte à la liberté, alors que des élections doivent se tenir d'ici le début de l'année 2010.

Page réalisée par Fanny Costes

« Le SPD enregistre son plus mauvais score depuis 1949 »



Les élections législatives du 27 septembre en Allemagne ont donné une victoire confortable à la droite. Si le parti de gauche Die Linke et les Verts enregistrent de bons scores, le SPD lui chute. Pour **Jacques-Pierre Gougeon**⁽¹⁾, professeur des universités et ancien diplomate, la social-démocratie allemande n'a pas su renouveler ses dirigeants et épouser l'évolution de la société.

Comment expliquer la défaite du SPD?

Le SPD enregistre son plus mauvais score depuis 1949. Il subit aujourd'hui une grave crise identitaire car il n'a pas su renouveler ses têtes d'affiche. Ainsi, tous ceux qui sont au premier plan aujourd'hui sont les « enfants » de Gerhard Schröder. Ils sont naturellement assimilés à la politique menée par l'ancien chancelier qui, si elle a porté des fruits économiques indéniables, a renforcé la précarité. Frank-Walter Steinmeier, l'actuel chef de file du SPD, était à l'époque le plus proche conseiller de Schröder et même initiateur du fameux agenda 2010 aujourd'hui critiqué. À chaque fois qu'il a plaidé en faveur de plus de justice sociale, il a été confronté à son activité antérieure. Et les tentatives pour corriger l'image de cet héritage n'ont pas été fructueuses dans l'opinion publique.

En revanche, Die Linke, situé à gauche du SPD s'en sort bien...

Avec 11,9 % des voix, il s'ancre dans le paysage politique allemand. Il y a eu une fuite de

l'électorat populaire, ou plutôt de ce qu'on appelle l'électorat déclassé socialement, du SPD vers Die Linke. Une étude très intéressante sortie juste avant l'été montre que l'électorat du SPD ne comporte que 5 % de « déclassés », contre 25 % pour celui de Die Linke. De plus, les enquêtes montrent que pour une partie de la population, le paysage politique a besoin d'une gauche plus à gauche que le SPD.

Le bon résultat des libéraux a été plus commenté que la victoire d'Angela Merkel. Que doit-on comprendre ?

Les libéraux du FDP retiennent l'attention, revenant au pouvoir après onze ans d'opposition. Une partie de l'électorat des libéraux est imputable au recentrage de la CDU. Car Angela Merkel, et c'est paradoxalement l'une des raisons de sa victoire, a atténué le libéralisme et le conservatisme de son parti. Elle a réhabilité l'État comme possible régulateur de l'économie. Sur les sujets liés à

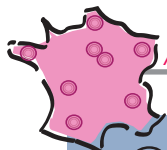


AFP-JOHN MACDOUGALL

la famille, considérée jusqu'ici comme une affaire privée, elle a changé les repères traditionnels, en instaurant le congé parental ou en développant l'accueil de la petite enfance. Ce recentrage lui a permis d'attirer des électeurs de gauche. Mais ce qu'elle a gagné à gauche, elle l'a perdu auprès des libéraux qui ont su épouser un mouvement de société. Les valeurs d'individualisme et de performance ont gagné en intensité au sein de la société allemande. En 1998, 38 % des Allemands pensaient que la notion de performance était une valeur importante, ils sont 51 % en 2009.

Propos recueillis par Fanny Costes

⁽¹⁾ Auteur de *L'Allemagne du XXI^e siècle : une nouvelle nation ?*, Armand Colin, 2009.



« C'est une forme de retour au peuple »



Pouria Amirshahi,
secrétaire national aux Droits de
l'Homme a organisé la première
étape du Tour de France
en Charente.

Quel est le sens de ce Tour ?

Les dernières élections présidentielles, comme le référendum de 2005, ont montré qu'il y avait un décalage entre la position du Parti socialiste et ce que les Français attendaient. Le meilleur moyen de montrer qu'on en tire les conséquences est d'aller vers les citoyens. C'est une forme de retour au peuple. Et nous allons agir sur le même principe dans 10 départements. Il faut d'abord écouter avant de demander aux Français de nous faire confiance.

Comment avez-vous mobilisé les non-militants sur la première étape à Angoulême ?

On a rencontré ceux qui font la dynamique du territoire : des associations dans le domaine de l'aide alimentaire, de soutien aux SDF, des syndicalistes ainsi que des entrepreneurs de coopératives, artisans ou ouvriers menacés de licenciement. Nous avons invité les militants de la région à venir avec deux ou trois personnes. Nous leur avons expliqué que nous souhaitons leur présence pour parler, non pas de notre parti en cercle fermé, mais de la France. L'accueil a été très bon. Nous pensions être 250 à 300 et nous étions 600 !

Quelle a été leur réaction après la rencontre ?

D'abord la satisfaction d'être venu et d'avoir pu parler ou simplement écouter leurs concitoyens : on se sent toujours plus fort et c'est le rôle du Parti socialiste de donner aux nôtres cette force. Le rapport de force face aux puissants se construit aussi comme ça. Toutefois ce n'est pas sur une seule rencontre qu'on élabore un projet politique. On écoute, on échange ; on prend le temps de faire ce qu'on ne fait plus beaucoup en dehors des campagnes électorales. Même si en Charente, les élus socialistes sont nombreux à être en contact avec les Français.

Propos recueillis par Fanny Costes

Tour de la ruralité

30 septembre, Martine Aubry passe du Tour de France du projet à Auch. Il fut inévitablement question de ce département aux trois quarts de l'agriculture et qui compte plus de 100 000 habitants. Une vraie étape de terrain pour la PS s'est prolongée tard dans la soirée.



LA RÉVOLUTION BIO ►

Accueillie par Anne-Catherine Petit, agricultrice, Martine Aubry a beaucoup échangé avec les producteurs du Groupement des Agriculteurs biologiques et biodynamistes du Gers (GABB32). Au cœur des discussions : les transitions nécessaires vers une agriculture raisonnée et durable. Le débat s'est ensuite élargi sur les productions non-agricoles mais toujours soucieuses de l'environnement. Responsables associatifs, entrepreneurs représentants d'usagers du service public et élus locaux porteurs de politiques publiques innovantes comme l'instauration d'une cantine 100% bio, ont pris part aux discussions.

France du projet : moderne

à la deuxième étape
dans le Gers.
ruralité dans
occupé par
3 300 exploitations.
Première secrétaire qui
par un débat populaire.



◀ RENCONTRES DE TERRAIN

La première secrétaire avait donné rendez-vous à la Ferme en coton aux acteurs de l'agriculture raisonnée de la région. La Ferme en coton est une ferme biologique et éducative qui accueille régulièrement des écoliers pour les sensibiliser aux nouvelles méthodes de production, plus respectueuses de l'environnement. Une agriculture nouvelle qui est appelée à occuper plus de terrain.



▲ DÉBAT À AUCH

Plus de 700 personnes se sont déplacées dans la salle du Mouzon à Auch pour rencontrer la Première secrétaire du PS. Des militants, des sympathisants, mais aussi des personnes pas forcément politisées ou militant même dans le bord opposé se sont exprimées et ont évoqué leur vision de la société. « On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, qu'on ne peut rien donner, qu'on peut pas augmenter le Smic, mais on dépense des millions pour faire des guerres à l'autre bout du monde ! » s'esclaffe Frédéric, 23 ans. Les échanges ont été particulièrement fertiles. De nombreux sujets ont été abordés : laïcité, égalité, répartition des richesses, hôpital public etc... C'était d'ailleurs le but d'une telle soirée : offrir une occasion de s'exprimer devant des responsables politiques à l'écoute.

Être parlementaire socialiste : un sport de combat



Daniel Perron ©

Jeudi 30 septembre, Médiathèque José Cabanis de Toulouse, fin de matinée. Les parlementaires socialistes se sont donné rendez-vous pour lancer la session parlementaire 2009-2010.

Un rendez-vous décisif à l'aube de cette troisième rentrée depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

À l'omniprésident, les parlementaires socialistes veulent opposer « l'hyper Parlement ».

Alors, pendant deux jours, députés, sénateurs et députés européens ont travaillé à la coordination de leurs actions et de leurs propositions.

Deux jours qui ont eu pour leitmotiv :

« Nos valeurs ne sont pas cotées en Bourse, nos actions profitent à tous ! »

C'est le 150^e anniversaire de la naissance de Jean Jaurès, une date d'autant plus commémorée à Toulouse que le socialiste fut maire adjoint de la ville de 1890 à 1893. Une référence dont le député-maire de Toulouse, Pierre Cohen, ne pouvait pas faire l'économie appelant tous les parlementaires à « être digne de son héritage. » Il y fut de nombreuses fois fait référence.

Il était notamment question d'unité lorsque le nouveau locataire du Capitole a rappelé que la victoire de la gauche n'aurait pas été possible à Toulouse si elle ne s'était pas

présentée unie face aux électeurs. La présence de Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), invité à participer à l'événement était d'ailleurs de nature à montrer que la volonté de rassembler n'était pas de façade. « L'union est la clé de

tout. C'est lorsque la gauche est unie et rassemblée qu'elle répond aux attentes des citoyens. Ce qui est possible dans nos communes doit l'être aussi au niveau national »

constatait Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Privatisation de la Poste, crédit revolving, sommet de Copenhague sur le climat : autant de sujets de réflexions denses et riches.

Les bases étaient jetées pour le début des travaux en commissions. Les parlementaires ont pendant plusieurs heures coordonné à huis clos leurs actions sur les principaux débats de la rentrée. Privatisation de la Poste, crédit revolving, sommet de

Copenhague sur le climat, réformes des collectivités locales, réforme de la procédure judiciaire, avenir de l'Université, protection sociale... Les réflexions ont été

denses et enrichies par des personnalités extérieures invitées à travailler avec les parlementaires : des représentants syndicaux de l'entreprise Molex à Bertrand Jouve, directeur de la Maison de la recherche de Toulouse-Le Mirail en passant par François Nicoullaud, ancien ambassadeur de France en Iran, les échanges ont permis l'émergence de réponses innovantes et pragmatiques aux projets de lois déposés par le gouvernement. « Ce travail en commission est une vraie réussite cette année, note Jean-Marc Ayrault. Nous avons connu des années moins studieuses. On sent un nouvel élan, c'est encourageant pour l'année qui se prépare. »

Actualité oblige, une large part de la restitution du travail en commission a été laissée à la commission des Finances au lendemain de la présentation du budget 2010 par Eric Woerth. Les superlatifs ont manqué pour définir « l'irresponsabilité », « l'injustice » ou « la folie » de cette loi organique relative aux lois de finances. « La France s'endette chaque jour d'un milliard d'euros !, a chiffré Jérôme Cahuzac,

Daniel Perron ©



« Proposer un nouvel acte de la décentralisation qui s'appuie sur l'excellence de nos territoires »

Jean-Pierre Bel, président du Groupe socialiste au Sénat, présente les objectifs de l'année : défendre les territoires pour mieux les valoriser.

« Parmi tous les combats que nous aurons à mener durant cette session parlementaire, il faut définir des priorités... j'en choisis donc une. Je crois que le moment est venu de hausser le ton face à une véritable entreprise de démolition, une offensive de Nicolas Sarkozy marquée par la ringardise et l'esprit de revanche, je veux parler des projets de réorganisation territoriale et de suppression de la taxe professionnelle. Nicolas Sarkozy a sonné la charge avec plusieurs objectifs convergents. D'abord de laminer tous les contre-pouvoirs qui pourraient lui résister, puis de dénigrer les élus locaux qu'il considère être des supports de l'immobilisme et des gaspilleurs de l'argent du contribuable, ensuite de démanteler les collectivités locales en niant leur mission de solidarité sociale en leur enlevant toute capacité d'autonomie et de libre administration et enfin de les mettre sous tutelle en supprimant la taxe professionnelle et en faisant ainsi basculer la fiscalité locale vers les ménages. Je crois que le moment est vraiment venu de dire non, et je crois, dur comme fer, que ce combat peut être gagné. Il est temps de dire fortement que ces projets ne sont pas dignes du débat et ne sont pas à la hauteur des enjeux de modernisation de nos collectivités locales. Nous pouvons nous faire entendre, nous y opposer et proposer un acte III de la décentralisation qui s'appuie sur l'excellence de nos territoires, sur nos savoir-faire locaux, sur une relation de confiance. Pour proposer aux citoyens plus de solidarité locale, de meilleurs services publics locaux et de nouvelles libertés. »

député du Lot-et-Garonne, C'est du jamais vu. Les intérêts de l'emprunt représentent ce que l'État perçoit au titre de l'impôt sur le revenu. » « La France paie pour ses riches. C'est moralement indécent et absurde économiquement », s'est aussi indigné Jean-Marc Ayrault.

À l'heure de la conclusion, la Première secrétaire du PS, Martine Aubry a tenu à féliciter les parlementaires pour le travail d'opposition menée tout au long de l'année écoulée. « On m'a demandé si je venais motiver les parlementaires socialistes, j'ai aussitôt répondu que je n'avais pas

besoin de venir pour ça, que vous l'étiez déjà ! », affirma-t-elle, visiblement heureuse d'être parmi les députés et sénateurs qui « exercent chaque jour sur les principaux théâtres de notre opposition : l'Assemblée nationale et le Sénat. » Et la Première secrétaire d'inventorier : « Hadopi,

■
20



« Tirer les leçons de la crise pour trouver de nouveaux moyens de gouverner »

Catherine Trautmann, présidente de la Délégation des socialistes français au Parlement européen, dessine la feuille de route des parlementaires à Strasbourg.

« Nous devons donc dès maintenant formuler des choix politiques clairs et élaborés ensemble. Cela fut la démarche que nous avons adoptée avec le PSE et Poul Nyrup Rasmussen : assigner à la social-démocratie européenne des objectifs clairs et défendus sur l'ensemble du territoire.

C'est le sens de notre combat pour la directive services, une directive qui permette d'exclure de la concurrence les services dont nous estimons qu'ils sont essentiels à la population. Le groupe PSE a élaboré un projet de texte, il

faut le promouvoir et lui donner une réalité. C'est le sens de notre combat sur le budget européen, qui doit être au service de la solidarité entre les territoires européens et qui doit permettre de financer les politiques dont les citoyens ont besoin : des politiques justes et redistributives.

C'est le sens de notre combat sur les fonds de cohésion et les fonds structurels, qu'il faudra défendre dans un agenda politique élaboré par une Commission européenne majoritairement à droite.

Nous devons adopter une gouvernance de crise. C'est-à-dire tirer les leçons de la crise pour trouver de nouveaux moyens de gouverner et fonder une nouvelle légitimité dans nos processus décisionnels. »

Daniel Féron ©

plan de relance, Otan, travail dominical, réforme des procédures parlementaires, audiovisuel public... autant de sujets qui sans votre opposition ne seraient jamais arrivés aux oreilles des Français. »

Pour autant, aucun relâchement n'est permis face à la majorité. « Après le temps des promesses, jamais tenues, c'est le temps des échecs : faiblesse de la croissance, dégradation de l'emploi, hausse de l'insécurité... sans oublier les mensonges et les contre-vérités a martelé Martine Aubry. Au-delà de la crise, la politique de Nicolas Sarkozy est largement responsable de ces échecs. Le travail dominical est emblématique du Sarkozysme qui casse le choix de vie d'une société et fait reculer les droits. » Pour faire face à ce Sarkozysme, il faut revenir aux fondamentaux de la pensée socialiste a-t-elle ajouté, comme la pensée humaniste, sociale et de progrès de Jaurès ». Preuve que ces journées ne pouvaient se tenir qu'à Toulouse.

Damien Ranger

Retrouvez les meilleurs moments du séminaire de rentrée des socialistes en vous connectant sur <http://deputes.lesocialistes.fr>.

« Mettre la majorité au pied du mur sur la refondation du capitalisme »

Jean-Marc Ayrault, président du Groupe socialiste à l'Assemblée nationale, encourage l'opposition à multiplier les contre-propositions.

« En cette rentrée, nous voulons opposer à la fuite en avant gouvernementale une politique qui réponde aux enjeux de la période.

Voilà un an que la crise est là. Voilà un an que le pouvoir nous annonce sa volonté de refonder le capitalisme. Jusqu'ici nous n'avons rien vu. Nous allons donc proposer nos solutions sous forme de propositions de lois ou d'amendements. Nous mettrons la majorité au pied du mur : « Chers collègues de la majorité, vous voulez refonder le capitalisme ? Vous voulez un hyper parlement face à un omniprésident ? Eh bien, chiche ! »

Les 70 milliards d'euros que coûtent les niches fiscales sont un scandale, mais le gouvernement a renoncé à agir. Est-il tenable de faire payer les accidentés du travail et d'exonérer les plus-values réalisées pour la vente d'un cheval de course ? Nous proposons le plafonnement efficace de ces niches lors de la discussion budgétaire.

Certaines rémunérations sont devenues proprement indécentes. La dénonciation est unanime, mais rien ne change ! Est-il exemplaire qu'un patron s'augmente sans contrôle quand, dans le même temps, son entreprise licencie et que les salaires sont bloqués ? Nous proposerons que soit négocié dans chaque entreprise un revenu maximum. Les mécanismes de crédit aux particuliers, le crédit revolving, conduisent chaque année des milliers de ménages au surendettement. Après la crise des subprimes doit-on encore pousser à l'endettement les ménages les moins solvables ? Nous proposerons qu'il soit mis fin au crédit revolving. »

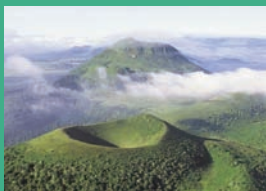


Daniel Perron ©



Les régionales sont le prochain enjeu de la vague rose de 2004 qui avait permis une carte recolorée de rose. Comment ? Quelles ont été les grandes initiatives ? Première étape dans ce tour des régions.

CONSEIL RÉGIONAL D'Auvergne



Superficie 26 013 km²

Départements : Allier (03), Cantal (15), Haute-Loire (43), Puy-de-Dôme (63)

Population : 1 339 000 habitants

Densité : 51,4 hab./km²

Budget 2009

626,33 millions d'euros

◆ **Éducation, formation, apprentissage : 35,2%**

◆ **Transport et développement durable : 20,1%**

◆ **Développement économique et emploi : 8,4%**

QUAND L'Auvergne s'éveille

En 2004, l'Auvergne bascule à gauche. En cinq ans, l'image de marque des volcans auvergnats a été passablement redorée.

Liaisons ferroviaires, développements social et technologique, le désenclavement du territoire a été amorcé, à tel point que l'hémorragie de population a été enrayerée.

Après le règne de Valéry Giscard d'Estaing, la région Auvergne avait besoin d'une bonne reprise en main. Ce que les socialistes ont fait en 2004 en s'attachant particulièrement au bien être des 1,2 million d'Auvergnats.

Au centre de l'Hexagone, l'Auvergne se classe à la 18^e place en termes de revenu, en queue de peloton malgré Clermont-Ferrand et ses

industries. Terre de contrastes, l'Auvergne compte également des départements ruraux et peu peuplés, comme l'Allier, le Cantal ou la Haute-Loire, qui sont très dépendants de l'agriculture et du maintien des services publics. « Nous avons affaire à une fracture territoriale majeure », constate René Souchon, président du Conseil régional depuis 2006 après le décès de Pierre-Joël Bonté. « Nous avons élaboré une politique d'aménagement de tous les territoires d'Auvergne. C'est un réel revirement par rapport à la période précédente car nous aidons plus ceux qui ont moins », explique-t-il.

En près de cinq ans, ce principe simple s'est traduit par le financement de plus de 1 200 projets entrant dans le schéma directeur d'aménagement du territoire. « Les collectivités les

électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises.

ces régions ont-elles évolué en cinq ans de présidence socialiste ?

sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ?

avec un point sur l'Auvergne et l'Aquitaine.

plus fragiles peuvent ainsi voir leurs projets subventionnés à hauteur de 30% », détaille Jacques-Bernard Magner, vice-président en charge du développement économique et des transports, un secteur qui représente un portefeuille d'environ 170 millions d'euros sur 480 millions de programme d'intervention. Ce système est complété par la mise en place de dispositifs destinés à faciliter la création d'entreprises et par l'ouverture « d'écoles de la deuxième chance » afin de repêcher les jeunes en échec scolaire. Deuxième chantier : affirmer l'attractivité de la région grâce aux investissements dans les nouvelles technologies et dans le rail. Dans ce dernier domaine, l'effort pour désenclaver la région est essentiel et devrait se prolonger jusqu'en 2013. Réseau Ferré de France (RFF) a laissé les lignes se dégrader pour les fermer ensuite. « Giscard n'a jamais rien fait pour remédier au problème », dénonce René Souchon. L'héritage des années Giscard a également pesé sur la construction, la rénovation et l'entretien des équipements scolaires. L'effort financier a été doublé par rapport à celui d'avant 2004, pour

.../...



René Souchon et le TGV en Auvergne

Transports

Le TGV pour désenclaver l'Auvergne

« Il suffit de jeter un œil à une carte du réseau SNCF pour voir un grand trou à la place du Massif central », fait constater Jacques-Bernard Magner, vice-président en charge du développement économique et des transports à la Région. Cet homme au sourire franc, militant depuis 1977, pèse à lui tout seul 170 millions d'euros... La situation des transports en Auvergne est allée en s'aggravant jusqu'en 2004 : les lignes n'étant pas spécialement entretenues. Ne représentant que 2% du trafic SNCF, l'Auvergne totalisait pourtant 10% des ralentissements. Un comble. « Avec les autres régions également concernées, comme le Limousin et Midi-Pyrénées, nous avons fait pression sur l'Etat pour qu'il participe à la rénovation du réseau », explique Jacques-Bernard Magner. La région a doublé ses crédits en matière de transports pour renouveler ses TER, à la fin de l'année, la totalité du parc aura ainsi été remplacée. L'enveloppe que la région réserve aux transports s'élève à 118 millions d'euros, devant l'enseignement, (112 millions) et la formation professionnelle (108 millions). La région s'est aujourd'hui lancée dans une autre bataille : celle de la liaison TGV de Clermont-Ferrand avec Paris et Lyon. « L'ouverture sur la région lyonnaise attirerait nombre d'entreprises en Auvergne ; c'est l'enjeu le plus important. » Le Conseil régional a lancé une pétition « Faisons bouger les lignes » qui a déjà réuni plus de 87 000 signatures.

Les Régions qu'on aime

atteindre 108,4 millions d'euros en 2009. « C'est obligatoire, toutes les autres régions de France ont déjà terminé la rénovation de leurs lycées », observe l'él.

En 2004, le principal défi de la

Région était d'en finir avec la tradition d'émigration auvergnate. « Nous avons inversé cette tendance séculaire ! Le solde migratoire est devenu positif, avec 4 000 arrivées par an », se réjouit Philippe Wimart-

Rousseau, directeur de cabinet du président Souchon. Désormais, les auvergnats à la retraite retournent dans leur région d'origine et certains habitants du sud de la France viennent s'installer dans le Massif Central, pour les prix immobiliers plus raisonnables et pour la beauté des paysages façonnés par l'activité



Surfer en Auvergne

La Région mise depuis 2004 sur le déploiement des nouvelles technologies pour promouvoir l'attractivité de l'Auvergne. « Pour faire découvrir les atouts de la région, nous avons mené plusieurs campagnes Internet comme l'auwwwwergne de la tentation. Cela nous a changé de l'image du bougnat aux sabots avec son accordéon », décrit Philippe Wimart-Rousseau, directeur de cabinet du président du Conseil régional. La Région a également

favorisé l'accès des Auvergnats à l'Internet haut débit en déployant les infrastructures avec les Conseils généraux et France Télécom. Une ambition qui, en 2009, a représenté 6 millions d'euros et qui s'est déclinée dans les lycées avec l'installation d'environnements numériques de travail. Le système a déjà été expérimenté : en début d'année, le lycée Marie-Laurencin à Riom a fermé pendant une semaine et les élèves ont reçu leurs cours via Internet. 9 500 connexions ont été enregistrées. Problème, l'Auvergne s'est aujourd'hui engagée dans un bras de fer avec le gouvernement qui veut laisser aux seules régions la charge d'investir dans le très haut débit.

Web

favorisé l'accès des Auvergnats à l'Internet

volcanique. Autre atout : Clermont-Ferrand. La ville a conservé une dimension humaine, elle a su aussi rester « verte » en dépit de sa tradition industrielle. C'est ainsi que des chercheurs lillois ont placé l'Auvergne sur le podium de la qualité de vie, juste derrière le Limousin et la Bretagne. Résultat, la fréquentation touristique a augmenté de 5% comme celle du parc d'attraction Vulcania, sauvé par la Région en 2006.

« Tout cela constitue les premiers bénéfices des efforts engagés pour renforcer l'attractivité du territoire, se réjouit René Souchon. Une entreprise imprégnée de nos valeurs socialistes et qui va à

rebours des politiques libérales menées par le gouvernement et au niveau européen. » Des valeurs qui le guidaient déjà en 1985 lorsque, au gouvernement, il élaborait la loi sur l'économie rurale dans les zones de montagne. Une direction qu'il souhaite évidemment poursuivre après 2010, en engageant de nouveaux efforts dans les transports, l'éducation et le développement économique. ■



Ecole

Une 2^e chance pour réussir

Hamid Berkani, la cinquantaine, a du dynamisme à revendre. Cet ancien commercial devenu chef

d'entreprise a toujours été de gauche. C'est en 2002 qu'il commence à militer au Parti socialiste. En 2004, il réussit à convaincre le nouveau Conseil régional de mettre sur pied une école de la deuxième chance. « L'idée est de permettre à des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme d'avoir une formation », explique-t-il. L'Auvergne assure ainsi un suivi personnalisé de 430 personnes, dont une majorité de femmes. L'école auvergnate s'occupe de près de 10% des élèves engagés dans ce cursus en France. « Nos critères de sélection sont moins élevés qu'ailleurs pour donner une chance aux publics les plus discriminés. Mais notre taux de réussite est de 70%, 10 points de plus que la moyenne nationale ! », se réjouit Hamid Berkani. Les écoles auvergnates de la 2^e chance sont logées dans des lieux prestigieux. À Clermont-Ferrand, elle est située dans l'Ecole Supérieure de commerce. « Il était hors de question de parquer les élèves dans un sous-sol obscur ou de ne pas assurer les moyens financiers nécessaires. » La clé de la réussite.

Emploi

Un repérage accompagné

« Le but des résidences d'entrepreneurs est d'accueillir de nouvelles populations car l'Auvergne est une région qui a longtemps perdu des habitants », décrit Pascal Guittard, directeur de l'Agence régionale de développement des territoires. Les résidences de courts séjours accueillent ainsi les particuliers qui ont un projet professionnel dans la région. Ils sont hébergés une à deux semaines pour découvrir les possibilités du territoire, tous frais payés. Quand la période d'observation se prolonge, la Région prend en charge les frais et assure un salaire mensuel de 1 500 euros. Depuis 2007, plus de 200 entreprises ont été créées permettant l'installation d'environ 600 personnes. « L'agence a agréé les élus locaux, les chambres de commerce, les fonctionnaires et bientôt les banquiers », explique Pascal Guittard. L'agence de développement assure aussi le suivi des projets. « Si quelqu'un veut reprendre une boulangerie dans un village éloigné, conclut Pascal Guittard, nous pouvons modifier l'itinéraire des cars scolaires et prospecter auprès de Pôle Emploi pour sa ou son conjoint. »

Les
Régions
qu'on
aime

AQUITAINE : LA TERRE NE MENT PAS

CONSEIL RÉGIONAL AQUITAINE



26

Superficie : 41 308 km²
Départements :
Dordogne (24),
Gironde (33),
Landes (40),
Lot-et-Garonne (47),
Pyrénées-Atlantiques (64)

Population : 3 205 490 habitants
Densité : 78 hab/km²

Budget 2009
1215,46 millions d'euros

◆ **Éducation, formation, apprentissage, constructions : 39%**

◆ **Développement économique et emploi, enseignement supérieur : 11,34%**

◆ **Transport et développement durable : 17,46%**

Les militants socialistes aquitains ont à nouveau choisi de faire confiance à Alain Rousset pour conduire la liste du Parti aux prochaines élections régionales. Les grandes orientations prises lors du mandat qui s'achève ont permis de donner un nouveau visage à la région : celui d'un territoire en pointe sur l'environnement et toujours à la recherche du progrès.

L'Aquitaine a fait peau neuve. En six ans, les socialistes ont transformé la région de manière profonde et durable. Alain Rousset, président du Conseil Régional, voulait que l'Aquitaine soit « une terre qui pense la société dans son ensemble ». En développant largement les politiques environnementales et écologiques, le bilan écologique de la présidence Rousset est plus que posi-

tif. Quand on parle nature en Aquitaine, on ne peut pas ne pas revenir sur la tempête Klaus qui a dévisagé la région l'hiver dernier, laissant la forêt, richesse du territoire, en véritable chantier. Un souvenir douloureux pour les habitants et des conséquences désastreuses pour la filière bois. La forêt landaise est devenue la préoccupation première du Président depuis un an maintenant. « Notre objectif est de replanter la forêt d'Aquitaine. C'est avant tout un objectif écologique, car il s'agit de reconstruire notre premier piège à carbone » explique Alain Rousset. L'ambition est de mettre en place un grand plan de reboisement où 400 000 hectares de forêt sont à gagner. La machine à replanter est en route. En plus de faire office de « piège à carbone », la forêt est également un enjeu pour l'artisanat. Cela n'a évidemment pas échappé au

Le paquet sur le logement jeune

Président Rousset qui encourage particulièrement son exploitation. La Région organise ainsi un concours de création à partir du bois de pin, et imagine déjà de voir pousser des bois précieux sources de nouveaux marchés. Selon les critères de l'Union européenne, 46% du budget du territoire est « éco-labélisé ». Alain Rousset est d'ailleurs fier de qualifier de « particulièrement productive » l'alliance entre les socialistes et les verts au sein de l'exécutif. Quatre années avant le Grenelle de l'environnement, le Conseil avait d'ailleurs formalisé sa conscience environnementale en misant sur le rail. « Le ferré est devenu notre priorité, nous nous sommes d'ailleurs quasiment retirés du réseau routier » annonce l'élu, avec pour volonté d'aller jusqu'à recréer certaines lignes historiques comme le Bordeaux-Pau-Saragosse, connu pour la beauté de ses paysages et d'un intérêt touristique .../...

Tout a commencé en 2005. À l'époque, le Conseil régional d'Aquitaine décide de mettre en œuvre un chantier jamais réalisé jusqu'alors : établir un diagnostic des besoins des jeunes en matière de logement. Les conclusions ont permis de créer un consensus sur la nécessité d'intervenir de manière coordonnée : le ministère du Logement apportant les prêts locatifs sociaux, le rectorat ou les intercommunalités apportant le foncier, les organismes HLM apportant leur savoir-faire en montage d'opération et le CROUS sa capacité de gestion. Une coordination importante pour des résultats probants : 1/3 du logement étudiant neuf a été créé en 2008 en Aquitaine. De plus, en 2004, le CROUS proposait 7,6 places de logement étudiant pour 100 personnes dans l'ensemble de la région, il en proposera 10,8 pour 100 étudiants à la rentrée 2011. Une progression qui illustre la volonté des élus de prendre en compte les besoins de ceux qui feront la société de demain. Les logements situés sur la zone d'étude ou dans l'hyper centre comme le campus Michel Serres à Agen, ou celui de Montauray à Anglet bénéficient également de loyers modérés, inférieur de 28,6 % au prix de marché. Enfin, ces logements pour étudiants bénéficient aussi largement aux étudiants étrangers, et offrent ainsi une nouvelle plus-value aux universités d'Aquitaine dans leur recrutement à l'international.

Les Régions qu'on aime

non négligeable. Un réseau ferré qui, très prochainement, reliera la capitale de l'Aquitaine à Bilbao et à Madrid en un temps record : moins d'une heure trois quarts pour la première, 4h40 pour la seconde.

De quoi booster les relations franco-espagnoles.

Autre volet de la priorité environnementale, la réduction de l'utilisation d'énergie fossile. La Région a donc choisi de réduire notamment la facture écologique des logements sociaux, de construire des lycées à « énergies positives » avec priorité aux panneaux solaires, ou encore de développer la politique du « zéro déchet dans les entreprises », incitant à la modernisation des processus de recyclage. Le Conseil régional montre l'exemple. « En mettant en place des modèles peu gourmands en énergie, nous avons réussi à diminuer de 40% notre consom-



Recherche

Valoriser l'innovation

Lancés en 2007 afin de promouvoir le design industriel auprès des entreprises, les Trophées Aquitains de Design Industriel (Tadi) récompensent les produits conçus et fabriqués en Aquitaine en collaboration avec un designer. Cette année, quatre prix seront remis, le premier recevra 20 000 €, le second, 15 000 €, 20 000 € seront donnés au vainqueur du prix éco-conception comme à celui qui remportera le prix « le pin maritime dans tous ses états ». Cette dernière récompense a été mise en place dans le cadre du Plan tempête adopté par la Région après le passage de Klaus qui toucha durement la filière bois. Il s'agit de fabriquer des produits en pin maritime qui permettront de le valoriser.

Ce premier concours a ouvert la voie à d'autres opérations de ce type puisque depuis cette année, la région organise un prix « jeune entreprise innovante » et un concours national « d'éco-innovation ». Le but de l'opération : « détecter, faire émerger et développer en Aquitaine la création de services, de technologies et d'équipements destinés à mesurer, prévenir, limiter et corriger les atteintes à l'environnement » explique le cabinet du président Alain Rousset. À la clef, l'accueil gratuit du porteur de projet pendant un an dans une technopôle d'Aquitaine.

mation d'eau et de 20% notre consommation d'électricité » se félicite Alain Rousset.

Le Vivre mieux en Aquitaine a donc été le mot d'ordre du mandat socialiste à la Région. Que ce soit sur la politique de logement, de formation, ou encore la lutte pour le maintien de la médecine dans les zones rurales, la valeur « égalité » reste le maître mot des élus. « Notre modèle économique ne doit pas être un modèle d'exclusion conclut le

Président, Nous devons continuer notre travail pour faire aboutir ce nouveau modèle qui tirera l'emploi vers le haut tout en respectant la qualité naturelle de notre territoire. »

Pages réalisées par
Ariane Vincent



Un fond carbone pour une autoroute

La construction de l'A65, l'autoroute reliant Bordeaux à Pau, devrait rejeter dans l'atmosphère environ un million de tonnes de CO2 selon les associations environnementales. La réaction du Conseil régional ne

s'est pas fait attendre. Il a ainsi décidé de créer un fonds carbone pour financer des projets permettant de compenser la construction de l'autoroute. « Le prix de la tonne de CO2 se situant actuellement aux alentours de 14 euros, la compensation globale de l'A65 s'élèverait donc à 14 millions d'euros » a calculé la Région. Le mécanisme de compensation consiste d'abord à mesurer les émissions de gaz à effet de serre générées par une activité, comme la construction des 150 km de l'A65 puis à « financer un projet qui permettra, dans un autre lieu, de réduire ou de séquestrer un même volume de gaz à effet de serre à travers les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou le reboisement », précise le Conseil régional. La priorité sera donnée à la reforestation du massif landais. Le Conseil régional abondera ce fonds à hauteur de cinq millions d'euros sur la période 2010-2014. Il invite l'ensemble des acteurs parties prenantes ou futurs bénéficiaires de la construction de l'A65 à rejoindre la Région dans cette démarche. Cette initiative originale au niveau national et européen de l'Aquitaine renforce sa place de bon élève en matière environnementale.

Jeunesse

Stagiaires mais pas précaires

La Région a inscrit à son budget 2009 une enveloppe de 5 millions d'euros pour octroyer une rémunération aux stagiaires de la formation professionnelle non indemnisés par les Assedic. Ce revenu social de formation, qui avoisinera en moyenne les 400 euros par mois, devrait concerner 5 000 jeunes, en majorité des 16-25 ans. « Certaines formations ouvrent droit à des rémunérations, mais jusqu'à maintenant, ces rémunérations n'étaient pas ouvertes à tous les stagiaires, explique Jean-Philippe Sautonie, directeur de la Formation professionnelle et continue à la Région Aquitaine. Nous avons décidé de les étendre aux jeunes sans qualification. Il s'agit d'apporter un revenu de solidarité à ceux qui connaissent des difficultés, qui n'ont pas de qualification, ou dont la qualification est obsolète ». Objectif : répondre à la précarisation des stagiaires. Cette mesure a profité lors des huit premiers mois de cette année à plus de 6 400 personnes. La Région a également créé des conditions de sécurisation des parcours de formation, en élargissant sa politique régionale d'aide au logement par la mise en place à titre expérimental d'une aide individuelle à l'hébergement. Le dispositif s'adresse aux stagiaires demeurant à 30 km ou plus de leur lieu de formation, il correspond à une aide forfaitaire de 8,50€ par jour. En Aquitaine, être stagiaire ne veut pas dire être précaire.

« Se mobiliser pour la préoccupation numéro 1 des Français »



Le 17 octobre les partis de gauche, les syndicats et les militants ont rendez-vous pour une journée de débats autour de la préoccupation numéro 1 des Français : l'emploi. L'occasion pour **Alain Vidalies, secrétaire national à l'Emploi et au Travail de présenter le programme et les enjeux de cette journée qui sera conclue par Martine Aubry.**

Quel est l'objectif de cette journée de travail ?

C'est une journée importante car l'emploi est aujourd'hui le premier sujet de préoccupation des Français. Avec une situation de l'emploi désastreuse et des plans de licenciements qui se succèdent, les socialistes doivent mettre en avant leur analyse et leurs propositions.

Tous les partis de gauche seront présents. C'est le début d'un travail collectif ?

Oui c'est une des spécificités de cette journée. Tous les partis de gauche et les organisations syndicales sont invités à venir partager leur diagnostic sur le problème numéro 1 des Français. Le Parti communiste, le Parti de gauche, le Parti radical de gauche, les Verts et le Mouvement des citoyens seront avec nous pour débattre et confronter nos réflexions. Chacun doit prendre conscience de l'importance de cette initiative. Ce sera l'occasion pour nous de montrer aux Français qu'il y a une volonté de rassemblement de toute la

gauche face à la politique du gouvernement. Quand on est de gauche, peu importe le parti, on est d'accord sur les objectifs, reste à s'entendre sur les réponses. Cette journée est le lancement d'un cycle qui devra donc se poursuivre.

Comment va s'organiser la journée ?

Les débats s'organiseront autour de trois tables rondes. La première, les salariés face à la crise, nous fera réfléchir plus précisément à ce que nous devons offrir comme réponses aux victimes de la crise, et aux conséquences à en tirer par rapport aux droits des salariés dans l'entreprise par exemple. La deuxième table ronde sur les politiques industrielles sera l'occasion pour nous de montrer aux Français que malgré la globalisation et la financiarisation de l'économie, nous n'avons pas à rester les bras croisés devant notre outil industriel. Et enfin notre dernière table ronde se penchera sur une spécificité française dramatique : le chômage des

jeunes. Commencer sa vie par des périodes de chômage et de précarité est insupportable. Les jeunes payent aujourd'hui un lourd tribut à la crise et ce ne sont pas les mesurettees annoncées par Nicolas Sarkozy le 29 septembre qui vont constituer une véritable réponse.

Et cette journée est bien sûr ouverte aux militants...

Oui et plus que jamais ! Ceux qui ne seront pas là risquent de rater ce qui sera peut-être une étape clé de notre réflexion sur le sujet de l'emploi. Il n'y a pas d'autres possibilités qu'une large mobilisation militante. J'espère que cette étape sera si importante que dans quelques temps on pourra dire « J'étais là ! ».

**Propos recueillis
par Damien Ranger**

**Au Travail pour l'emploi !
La Belvédéroise
21 rue Boyer, Paris 20ème
M°Ménilmontant ou
Gambetta
A partir de 9h15.**

Un ultimatum pour sauver la planète

Le PS appelle à soutenir l'Ultimatum climatique lancé par 11 ONG et associations* (www.copenhagen-2009.com). Après la rencontre organisée le 16 mai avec ses initiateurs, autour de **Martine Aubry**, Laurence Rossignol, secrétaire nationale à l'Environnement et au développement durable, et **Eric Loiselet**, secrétaire national adjoint, le PS poursuit ses échanges avec les ONG afin de discuter des enjeux du réchauffement climatique et de la conférence de Copenhague programmée début décembre. Le point de vue des représentants de **Greenpeace France**, **WWF France** et du **Réseau Action Climat**, conviés à une réunion de travail, rue de Solferino, le 21 septembre.



Elise Buckle,
responsable
Climat-
Énergie,
WWF France

« Nous attendons des socialistes un engagement fort. Ils doivent faire contrepoids à Nicolas Sarkozy qui prend de grands engagements sans les mettre en pratique. Notre objectif est clair : réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés d'ici 2020. Avec, en prime, 100 milliards d'euros annuels destinés à financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en voie de développement. La taxe carbone ne se réduit pas seulement à un coût. Cessons une bonne fois pour toutes de mentir aux Français. Si nous ne payons pas la facture aujourd'hui, elle ne fera qu'augmenter. Il nous faut également relancer l'économie française à partir de plans de relance verts, les "green new deal", en visant la création de plus d'un million d'emplois en France. »



Antoine Foucher,
directeur des
campagnes,
Greenpeace
France

« Il nous faut impérativement avancer sur la question des financements, insuffisamment abordée au cours des discussions. Le PS doit aussi se positionner sur la place des forêts dans le système que nous appelons de nos vœux : s'agit-il d'un bien de marchandisation ou d'un patrimoine précieux par sa diversité et sa capacité de rétention du carbone ? C'est sur des questions comme celle-ci que le paradigme socialiste doit se former. Idem pour la problématique du réchauffement climatique, principal vecteur d'inégalités dans le monde. La répartition de la valeur ajoutée n'est plus seule en cause, pas plus que les aides accordées aux pays du sud. Je fais confiance au PS pour trouver des réponses. »



Antoine Bonduelle,
membre du
Bureau exécutif du Réseau
Action Climat

« Les partis politiques doivent comprendre à quel point la question du climat va changer les relations diplomatiques et l'économie mondiale. Dans ce contexte, la convention de Rio prévoit la stabilisation du climat et l'éradication de la pauvreté. C'est un point essentiel. L'un ne se fera pas sans l'autre. Notre attention se concentre désormais sur les pays du sud. La difficulté, c'est de faire comprendre aux Européens que la misère se concentre, pour l'essentiel, sur les paysans indiens et du bengalis. »

**Propos recueillis
par Bruno Tranchant**

* Le RAC France, Greenpeace France, WWF France, CARE France, OXFAM France, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, les Amis de la Terre, Action Contre la Faim, le Secours Catholique, la Fondation Nicolas Hulot.

« Jaurès, témoin de l'unité socialiste »



Il aurait eu 150 ans cette année. Journaliste, enseignant, historien et parlementaire, Jean Jaurès reste dans tous les esprits la figure emblématique du Parti socialiste. Promoteur de la laïcité et de la République sociale, il paya de sa vie son combat pour la paix. L'historien Gilles Candar, président des Études jaurésiennes revient sur le personnage Jaurès.

Comment Jaurès a-t-il concouru à l'unité socialiste ?

Il a voulu l'unité socialiste, réalisée en 1905. Il s'est battu pour elle et fait des sacrifices pour la maintenir. Brillant intellectuel, député influent, il s'est convaincu de l'insuffisance de l'action individuelle ou morcelée. Passionné de liberté, fier et indépendant, il en vient à penser que la transformation de la société, les grands combats politiques réclament une force organisée, donc un « parti socialiste ». Il n'y abdique pas sa pensée et son intelligence, pas même des ambitions qui ne sont pas médiocres, mais comprend qu'elles ont d'autant plus de portée qu'elles s'exercent dans un cadre collectif.

La recherche du bien public, de la moralité et de la paix n'est-elle pas la caractéristique essentielle de sa pensée ?

Sans doute, mais Jaurès n'est pas un nouveau Père

Noël. C'est un homme jeune, combatif et militant, dont les choix sont souvent minoritaires. Rappelons qu'il s'est battu deux fois en duel et qu'il a affronté les forces de l'ordre dans des manifestations pour le moins vigoureuses. Et chacun se souvient qu'il a fini assassiné. De son temps, les socialistes représentent de 5 à 17 % des suffrages. Et à l'intérieur de la famille socialiste, avant comme après l'unité, ses choix sont discutés, les polémiques sont vives, d'ailleurs encore qu'aujourd'hui ! Jaurès se bat, même contre l'opinion. Il n'est pas obsédé par le succès passager, il cherche la cohérence et le long terme. Ce qu'il veut au fond ? Il dira un jour (1904) : une humanité sans dieu, ni roi, ni patron. C'est placer la barre assez haut !

Comment Jaurès imaginait-il le principe de transformation sociale ?

Jaurès a d'abord été un répu-

blicain confronté aux blocages pour réformer la société : les lois sociales - sécurité des mineurs, journée de dix heures, retraites - mettent des décennies à être votées. Pour que l'humanité soit fraternelle, il devient socialiste, donc partisan d'une propriété sociale des outils de production. Il n'est pas étatiste. Il veut une diversité des formes de la propriété sociale, de l'initiative, des contradictions et de la démocratie au sein de cette propriété sociale, ce dont le XX^e siècle a montré la difficulté. L'essentiel est de casser l'individualisme dominant d'une société bourgeoise qui ne connaît quasiment pas de redistribution, de protection sociale ou de solidarité collective.

En quoi l'œuvre de Jaurès peut-elle nous aider à comprendre notre époque ?

Il y eut le temps du culte jaurésien. Jaurès avait

voulu sauver la paix, il était le témoin d'une époque regrettée, celle de l'unité socialiste et de la confiance dans le progrès. Aujourd'hui, ce monde s'éloigne, mais Jaurès est de plus en plus lu. Ses Œuvres paraissent chez Fayard : le tome 1 des Années de jeunesse 1876-1889 vient de sortir. Les douze autres tomes paraîtront ensuite. Il existe aussi une foule d'éditions partielles, dont récemment celle de La Dépêche à Toulouse (Rémy Pech). Jaurès est un homme de principes, qui ne se perd pas dans la gestion du présent. Il voit une République grippée, dominée par le monde des affaires, une société divisée, en butte aux effets de la première mondialisation. Sa modernité n'est pas seulement

dans ses propositions, mais aussi dans sa méthode ouverte, en constante évolution. Jaurès ne pense pas seulement l'échelon national, comme nombre de politiques, mais il pense autant le mondial, l'international, que le local et le terroir. Il ne se limite pas au temps immédiat sans se perdre dans celui des Grands Lendemain espérés. C'est un socialiste pour une société démocratique, complexe et en crise, un humaniste, auquel ne reste étranger nul problème humain. Sa méthode de réflexion, sa passion de la liberté comme principe politique et social, sa quête d'une fraternité réelle, interpellent et peuvent encore inspirer la gauche du XXI^e siècle.

Bruno Tranchant



BIBLIOGRAPHIE

Ses principaux ouvrages :

- Jean Jaurès, *L'Intolérable* (anthologie), éditions Ouvrières, 1984 ;
- Jaurès et les intellectuels, (avec Madeleine Rebérioux, direction de colloque), l'Atelier, 1994 ;
- *Le Socialisme*, Milan, collection Les essentiels de Milan, 1996 ;
- *Histoire politique de la III^e République*, Editions La Découverte, 1999 ;
- *Les Souvenirs de Charles Bonnier. Un intellectuel socialiste européen à la Belle Époque*, Presses Universitaires du Septentrion, collection Documents et Témoignages, 2001,
- Jean Jaurès, *Laïcité et République sociale 1905-2005 : Centenaire de la loi sur la séparation des Églises et de l'État*, collection Documents, 2005 ;
- Jean Longuet, *Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Presses universitaires de Rennes, 2007.

Sous la direction de Gilles Candar :

- Jean Longuet, *la conscience et l'action* (direction de colloque), 1988 ;
- *Textes choisis*, Bruno Leprince, Collection L'encyclopédie du Socialisme, 2003 ;
- (co-direction avec Jean-Jacques Becker), *Histoire des gauches en France*, 2 vol., édition La Découverte, 2004 ;

Participations

- *Socialistes à Paris 1905-2005*, textes réunis par Laurent Villate, introduction de Gilles Candar, préface de Bertrand Delanoë, avant-propos et postface de Patrick Bloche, (album illustré), Creaphis, 2005 ;
- Jean Jaurès. *De l'éducation* (anthologie, préface de Gilles Candar), Nouveaux regards, 2005 ;

Changer le travail pour changer la vie

Voici une passionnante analyse de la genèse des lois Auroux qui montre que le corpus voté en 1982 avait été préparé de longue date par une série de réflexions émanant, pour l'essentiel, de la Deuxième Gauche, incarnée alors par Jacques Delors et la CFDT. Fruit d'un travail universitaire qui a valu à son auteur le prix de la Fondation Jean-Jaurès 2008, cet ouvrage étudie les principaux ressorts de la décision. Les lois Auroux, du nom du ministre du Travail de Pierre Mauroy entre mai 1981 et mars 1983, entendaient instaurer la « démocratie » économique dans l'entreprise. Deux ans après, aucun des points essentiels des 110 propositions traitant des droits nouveaux des travailleurs n'était pourtant réalisé. Un tiers du Code du Travail avait pourtant été modifié. Rédigés, pour l'essentiel, par Martine Aubry, alors membre du cabinet Auroux, ces textes ont eu beau déchaîner les passions, ils ont rapidement disparu des mémoires. Ils n'en sont pas moins parcourus d'enjeux politiques et sociaux qui alimentent toujours l'actualité.



Évocation d'un Juste



Jan Karski, dont le chemin incroyable est évoqué avec précision par Yann Haenel, mériterait une étude historique.

Tel quel, ce roman a un intérêt émotionnel et spéculatif. L'auteur raconte la lutte d'un Polonais qui a vu de près l'effondrement de son pays, la violence stalinienne, la barbarie nazie. Entré dans le ghetto de Varsovie, il en est reparti pour alerter les Anglais et les Américains du risque imminent d'extermination des Juifs de Pologne et d'Europe. Aller volontairement dans un tel lieu relevait d'un héroïsme dont peu d'hommes sont capables. Alerter le monde était un devoir. Mais croit-on que les Alliés auraient pu empêcher le Reich de faire ce qu'il avait décidé ? Des menaces contre les responsables ? Il y en eu. Des bombardements des camps ? Les malheureux détenus en auraient été les premières victimes. Après le désastre, on se dit que tout n'a pas été tenté...

J. G.

Yann Haenel, *Jan Karski*, roman, L'Infini, Gallimard, 194 pages, 16,50€

Mathieu Tracol, *Changer le travail pour changer la vie ? Genèse des lois Auroux, 1981-1982*, L'Harmattan, collection Des poings et des roses, 2009, 237 pages, 20€

Identités

D'une région sans patrie, forts pourtant d'un sentiment d'appartenance, des hommes et des femmes se sont retrouvés en guerre contre eux-mêmes. La Première Guerre mondiale, vécue sous la nationalité française, les a confrontés aux Allemands. La Deuxième les a opposés aux Français. Ballottés entre les frontières, les Alsaciens ont passé des années à chercher une identité patriotique. Leur destin mis en parallèle, Walter et Stéphane ont des idées opposées. Walter porte l'uniforme allemand les épaules hautes et l'arme au cœur. Stéphane rejette l'hégémonie allemande et sa cruauté. Mais, de gré ou de force, ils suivent le même chemin, celui de la guerre. Avec fierté ou dégoût, Alsaciens et Allemands ont été soumis à la domination nazie. Mathilde Tournier en fait le récit.

C. C.

Mathilde Tournier, *De gré ou de force*, éditions Privat, 2009, 309 pages, 19€

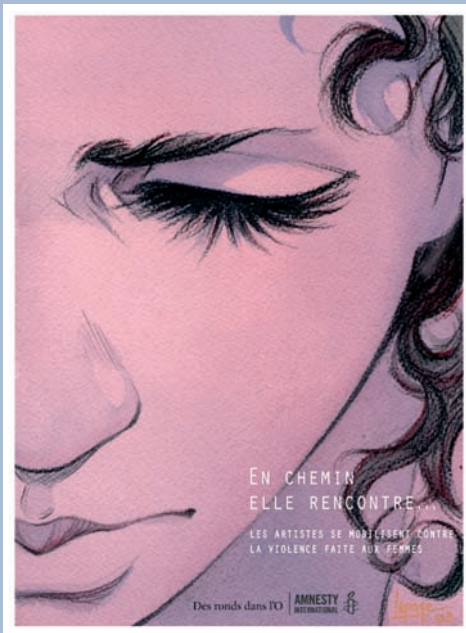
Le handicap s'écrit

Ne dit-on pas que l'écriture est libératrice ? Qu'elle permet d'exprimer le sensible ? C'est du moins ce qui transparaît dans l'ouvrage de Charles Gardou, *Au nom de la fragilité*, pour lequel il a sollicité une trentaine d'écrivains. Des hommes et des femmes qui abordent le handicap à leur façon, à travers l'histoire et la description. Des mots d'écrivains que Charles Gardou interprète ainsi : « Ils ont écrit à la source ou à la lisière de leurs propres blessures. À fleur de peau, là où naît la beauté des mots ». Les styles diversifiés, parfois bruts, d'autres imagés, amènent le lecteur à voir et à s'interroger sur sa propre fragilité.

F. C.



Charles Gardou avec le soutien de Tahar Ben Jelloun, *Au nom de la fragilité, des mots d'écrivains*, Editions Erès, 200 pages, 20€



Les violences faites aux femmes en dessins

Une BD féministe pour sensibiliser les jeunes sur la violence faite aux femmes, voilà le projet mené avec courage par Marie Moinard.

En France, une femme meurt tous les 2 jours et demi sous les coups de son conjoint, environ 70 000 adolescentes de dix à dix-huit ans sont menacées d'être mariées de force, entre 55 000 et 65 000 fillettes ou femmes sont mutilées ou menacées de l'être. Chaque année dans le monde, 5 000 femmes sont tuées au nom de l'honneur... Pour que les femmes osent enfin briser le silence, pour une prise de conscience, les artistes, femmes et hommes, se mobilisent pour la défense de leurs droits. L'ouvrage bénéficie du soutien d'Amnesty International.

En chemin, elle rencontre... Les artistes se mobilisent contre la violence faite aux femmes, Collectif d'auteurs, éditions des Ronds dans l'O, Collection Récits, Documents, sept. 2009, 96 pages (18,50 € en version papier, prochainement disponible en format numérique sur lekiosque.fr au prix de 4,90 €)

Pour en savoir plus : www.desrondsdanslo.com/EnChemin.html

Pages réalisées par Chloé Costes, Jacques Goulet, Bruno Tranchant.

AU TRAVAIL POUR L'EMPLOI !

Une journée de débats et de propositions
avec l'ensemble des partis de gauche et des syndicats



9h15 Ouverture des travaux, par Claude Bartolone

9h30 – 10h45 Table ronde suivie d'un débat :
**Comment protéger les salariés
victimes de la crise?**

Quels changements pour demain ?

- La sécurité sociale professionnelle
- La réforme de la gouvernance des entreprises

Animateurs : Alain Vidalies, secrétaire national à l'Emploi et
au Travail et Pascale Gérard, secrétaire nationale à la Formation
professionnelle et à la Sécurité sociale professionnelle

10h45 – 12h Table ronde suivie d'un débat :
Une autre volonté industrielle pour la France
**La place des territoires dans la bataille
pour l'emploi**

Animateur : Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'Industrie

14h – 15h15 Table ronde suivie d'un débat :
L'emploi des jeunes

Animateurs : Marisol Touraine, secrétaire nationale à la Santé et
à la Sécurité sociale et Antoine Déourné, Président du MJS

15h15 Invitation à débattre à l'ensemble des
partis de gauche : PCF, Verts, MRC, PRG et PG

16h15 Conclusion de Martine Aubry



Samedi 17 octobre

La Bellevilloise

21 rue boyer, Paris 20^{ème}

M^oMénilmontant ou Gambetta



N'HÉSITEZ PAS À VOUS INSCRIRE ! Contact : entreprise@parti-socialiste.fr